

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU SAHEL

# Conclave d'experts à Alger

**Quelle riposte efficace au terrorisme et au crime transnational organisé dans la région du Sahel ? C'est à cette question que devront répondre les experts en conclave depuis hier au Palais des Nations à Alger, dans le cadre du Forum global de lutte contre le terrorisme (FGLT).**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Les experts animant ce groupe de travail sur le renforcement des capacités de la lutte antiterroriste au Sahel sous l'égide du FGLT ont pour mission, outre situer les lacunes dans la lutte contre le fléau, de proposer des formules de riposte actives et efficaces contre l'Aqmi et le crime transnational organisé. « Cette réunion technique se destine à renforcer la capacité de chaque pays à lutter contre le terrorisme.

Une lutte qui impliquera la société civile », a indiqué Kamel Rezzag-Bara, conseiller du président Bouteflika sur le terrorisme, qui a coprésidé, au nom de l'Algérie, les travaux du groupe de travail avec Sabina Nolke, directrice générale, bureau principal du programme de sécurité internationale au ministère des Affaires étrangères du Canada. Le conseiller du président Bouteflika n'a pas manqué de relever opportunément que « la situation au Sahel préoccupe de

plus en plus, du fait des armes en circulation dans la région ». Intervenant au nom du ministre algérien délégué aux Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, qui se trouvait à Rabat au Maroc, Abdelaziz Sbbaa, chef de cabinet, a recommandé que « pour qu'elle soit complète et efficace, la lutte contre le terrorisme doit porter sur les leviers sur lesquels il s'appuie et dont il se nourrit. Je veux mentionner notamment les connexions avérées avec le crime transnational organisé qui servent, outre le paiement des rançons contre la libération des otages, de sources de financement principale des groupes terroristes dans notre région. En même temps, nous ne devons pas oublier que la pauvreté, au-delà de sa négation des droits humains élémentaires, est également une menace pour la cohésion des populations ». Pour sa part, l'ambassadeur Daniel Benjamin, chargé de la lutte contre le terrorisme au département d'Etat américain et qui copréside le FGLT, a affirmé que « la menace terroriste est devenue



Photos : DR

plus complexe avec certains changements survenus dans la région, en particulier en Libye. Une des conséquences de cette situation est la nécessité de bâtir des partenariats, une coopération et des capacités pour faire face à ces challenges qui sont devenus plus urgents que jamais ». Daniel Benjamin devait aussi souligner que « le FGLT va adopter une approche plus stratégique en ce qui concerne les efforts des civils

en matière de lutte antiterroriste et aider à augmenter le nombre de pays capables, aussi bien sur le plan technique que pour ce qui est de la capacité et la détermination, de faire face au terrorisme ». Mme Sabine Nolke a soutenu, de son côté, que « les terroristes ne respectent pas les frontières nationales et que toute solution nationale est vouée à l'échec ». La diplomate canadienne a précisé que les travaux de la réunion intègrent cinq thèmes : la sécurité frontalière, la coopération entre les services de police, la lutte contre le financement du terrorisme, la coopération et le renforcement juridique et judiciaire et les engagements communautaires. Mme Sabine Nolke n'a pas manqué d'exhorter « les pays de la région à faire part des menaces spécifiques » auxquelles ils sont confrontés et « les solutions qu'ils préconisent ».

S. A. I.

### **SALEM ALI ATHMANE, CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM À L'AMBASSADE LIBYENNE, À ALGER**

## **« Qu'on nous aide à récupérer les armes ! »**

La Libye, qui n'avait pas intégré les pays du champ, apprend désormais à investir les forums internationaux et à intégrer des initiatives régionales. Ainsi, le nouveau pouvoir à Tripoli a, à travers l'attaché d'affaires par intérim à l'ambassade libyenne à Alger, pris part au groupe de travail Sahel du FGLT, Salem Ali Athmane. Ce dernier a affirmé, en marge de la séance d'ouverture de la réunion, que son pays attend d'être aidé pour récupérer les armes en circulation. « On attend de cette rencontre qu'elle nous aide à récupérer les armes distribuées par les katibate de Kadhafi. Des armes qui sont éparpillées un peu partout en Libye mais aussi au niveau des frontières. On attend une aide de l'Algérie et des pays du Sahel », a-t-il souhaité, précisant que « la plupart des membres de ces katibate est demandée par la Cour pénale internationale et par la justice libyenne ».

S. A. I.

## **Les Maliens négocient**

Les experts maliens, présents à la réunion du groupe Sahel du FGLT, ont confirmé hier que de nombreux combattants ayant pris part à l'insurrection en Libye sont entrés avec leurs armes au Mali. « Les autorités maliennes sont en pourparlers avec eux pour récupérer les armes et aider, ceux parmi eux qui le désirent, à s'installer. Mais ceux qui refusent de rendre les armes seront combattus », ont-ils révélé, visiblement gênés d'évoquer la question devant la presse algérienne. D'ailleurs, ils ont refusé de divulguer le nombre de ces « réfugiés » en armes.

S. A. I.

### **AGRÈMENT DE NOUVEAUX PARTIS**

# Les formations non agréées réagissent à la déclaration de Ould Kablia

**Dans une déclaration faite ce mardi à la presse, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, persiste et signe : « Nous n'attribuerons aucun agrément aux nouveaux partis politiques avant l'adoption et la promulgation de la nouvelle loi organique. » Certains partis politiques non encore agréés réagissent.**

### **AMARA BENYOUNÈS, PRÉSIDENT DE L'UNION POUR LA DÉMOCRATIE ET LA RÉPUBLIQUE (UDR) :**

## **« Ould Kablia a bafoué la loi existante »**



« Ould Kablia s'est toujours engagé en public à bafouer la loi existante et continue à promettre la prochaine loi.

Depuis des mois, il ne cesse de répéter que les partis politiques doivent se conformer à la nouvelle loi organique. Si le ministre avait réellement de bonnes intentions, il aurait appliqué la loi actuelle ! Nous concernant, l'UDR est un vrai parti politique et se conformera à cette nouvelle loi. »

### **AHMED DAN, RESPONSABLE AU FRONT DU CHANGEMENT NATIONAL (FCN) :**

## **« La nouvelle loi ne doit pas être otage des actuels partis politiques dominants »**

« S'il y avait une volonté politique pour agréer de nouveaux partis politiques dans les textes de loi actuels, cela aurait été fait depuis longtemps.

Face à l'actuelle pression politique, le pouvoir a lié l'attribution des agréments à la nouvelle loi organique des partis politiques tant attendue.

Toutefois, cette nouvelle loi ne doit pas être otage de certains courants politiques actuels dominants.

L'Etat doit impérativement se libérer des pressions partisans.

La classe politique actuelle est dépassée et ne répond plus aux attentes de la jeunesse. Les nouveaux partis politiques vont concurrencer les formations politiques classiques et risquent même de les détrôner. »

### **MOHAMED SAÏD, DIRIGEANT DU PARTI LIBERTÉ ET JUSTICE (PLJ) :**

## **Le PLJ prépare son congrès consultatif pour janvier prochain**



« Attendre les nouveaux textes de loi est tout à fait logique. La loi organique relative aux partis politiques de mars 1997 a été gelée en 1999. Certes, ne pas l'avoir appliquée durant toutes ces années a été arbitraire mais, aujourd'hui, je vois mal le gouvernement remettre en cause une loi gelée depuis 12 ans. Quant aux nouveaux textes de loi, nous aurions voulu qu'ils interviennent un peu plus tôt. Toutefois, notre parti est actif et prépare son congrès consultatif prévu pour janvier prochain. »

Propos recueillis par Rym Nasri